

IRÉC

INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

David Dupont, PH. D.

RAPPORT DE RECHERCHE

Les mesures de soutien à l'agriculture.
Comparaisons internationales

Avril 2025

© Institut de recherche en économie contemporaine
ISBN : 978-2-925456-22-3

IRÉC, 10555, avenue de Bois-de-Boulogne,
CP 2006, Montréal (Québec) H4N 1L4

Notices biographiques

David Dupont est titulaire d'un doctorat du Département de sociologie de l'Université Laval, où il fut chargé de cours, il est l'auteur du livre *Une brève histoire de l'agriculture au Québec. De la conquête du sol à la mondialisation*. Son mémoire de maîtrise fut couronné du Prix Georges-Henri-Lévesque décerné par l'ACSALF et du prix de l'IRÉC. Il fut chercheur post doctoral au Département sociétés, territoires et développement de l'UQAR, en plus d'avoir oeuvré chez Traget Laval, un centre de recherche spécialisé sur les questions de relève agricole. Après avoir œuvré à l'Institut de la statistique du Québec, il a participé à l'IRÉC au développement de la formule AGROFOR qui vise à soutenir les filières agroalimentaires en émergence, en plus de travailler à bâtir un réseau québécois d'incubateurs d'entreprises agricoles.

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants	2
Introduction	3
Section 1. Le soutien agricole au Québec et au Canada	6
Évolution du proxi-ESP au Québec et du %ESP au Canada.....	6
2- Évolution des composantes du soutien agricole au Québec et au Canada	8
Section 2. Comparaison du soutien agricole au Québec et dans d'autres régions	11
Évolution du soutien agricole au Québec et dans d'autres régions	13
Importance des diverses formes de soutien agricole	14
Conclusion	16
Bibliographie	17
Annexe A	19
Calcul de l'ESP et du %ESP	19

Faits saillants

Constat #1 : Diminution marquée du soutien agricole au Québec depuis une douzaine d'années par rapport au revenu total.

- En douze ans, suivant la méthodologie de l'OCDE, le soutien à l'agriculture québécoise est passé de 24,1% en 2012 à 11,8 % en 2023, soit une réduction de plus de moitié.
- Cette baisse est plus marquée que celle observée dans l'ensemble du Canada et dépasse la diminution moyenne des pays de l'OCDE.

Constat #2 : Un modèle de soutien basé principalement sur le soutien des prix du marché.

- À la différence des États-Unis et de l'Union européenne, où les transferts budgétaires dominent, le soutien aux producteurs québécois repose principalement sur le soutien des prix du marché (par le biais de la gestion de l'offre).
- En 2023, les transferts budgétaires représentaient plus de la moitié du soutien total aux producteurs agricoles québécois.

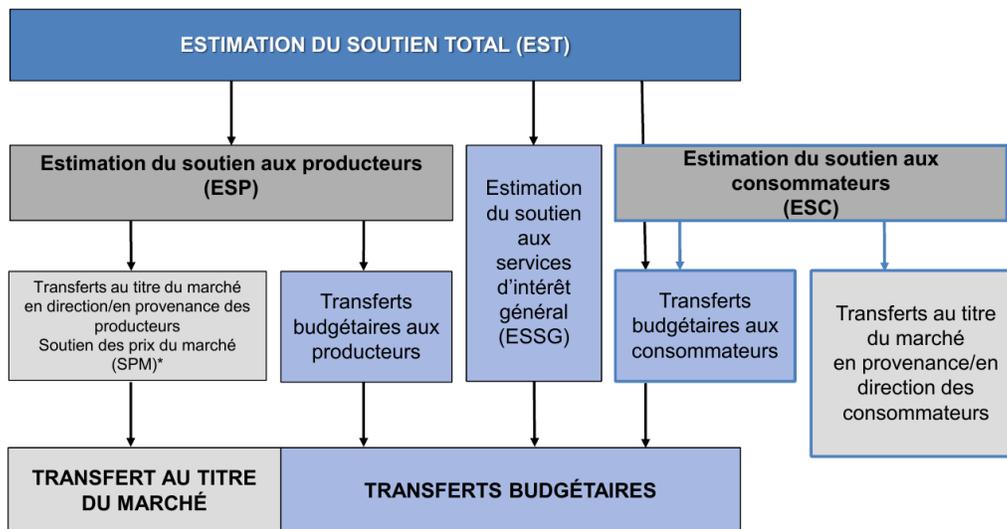
Constat #3 : Comparaison internationale : un soutien inférieur à certaines économies avancées.

- Avec une moyenne de 13 % entre 2014 et 2023 de soutien par rapport au revenu total, le Québec affiche une aide publique à son secteur agricole inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (15 %).
- Certains pays comme la Suisse (49 %) et la Norvège (51 %) offrent un soutien nettement plus important à leurs producteurs, tandis que la Nouvelle-Zélande a opté il y a quelques années pour un modèle où l'État s'est retiré en matière d'aide gouvernementale.

Introduction

Au Québec comme ailleurs, les producteurs agricoles et, plus largement, plusieurs des parties prenantes du secteur bioalimentaire, bénéficient de mesures de soutien qui prennent différentes formes : le soutien des prix aux producteurs ou aux consommateurs, les paiements directs aux producteurs, la mise en place de services d'intérêt général et agroenvironnemental ou de formules d'allègement fiscal de différentes sortes, pour ne nommer que les principales formes de soutien. D'un pays et d'une région à une autre, les modes de soutien sont influencés par toute une série de facteurs comme la nature de la production, les systèmes territoriaux, la coordination des chaînes de valeur, l'histoire et la culture politique des peuples, l'appareil gouvernemental, etc. Néanmoins, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est donné comme ambition d'effectuer des comparaisons internationales de ces mesures de soutien et de les chiffrer. La figure ci-bas offre une synthèse des grandes catégories de mesures de soutien que l'organisation considère dans ses analyses.

Schéma 1. Schéma synthèse des indicateurs de l'OCDE en matière de soutien à l'agriculture



Source : OCDE (2023). p. 87

Le présent rapport se base sur les données et méthodes de l'OCDE quant à l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et qui comprend seulement les mesures de soutien des prix (SPM) et les paiements de transferts¹ aux producteurs. Le %ESP est le pourcentage du soutien aux producteurs par rapport aux revenus totaux, lequel inclus les recettes monétaires du marché et les transferts budgétaires.

¹ Dans le présent texte, les termes paiements de transferts et transferts budgétaires sont utilisés indistinctement.

Mesures de soutien au Québec et ailleurs – Comparaison de l'OCDE

Soutien des prix du marché (SPM) : Le soutien des prix désigne « la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures créant un écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière d'un produit agricole donné, mesuré au départ de l'exploitation » (OCDE, 2023 : 98). Les SPM comprennent des mesures liées au commerce comme des tarifs sur les importations ou des taxes sur les exportations, de même que des transferts des consommateurs et des contribuables qui ont directement une incidence sur les prix, créant un écart entre un prix de référence à la frontière du pays et le prix sur le marché intérieur que reçoit le producteur.

Transferts budgétaires : Pour l'OCDE « Les transferts budgétaires sont financés par les contribuables uniquement et se subdivisent en plusieurs catégories qui se distinguent par la mise en œuvre différente des politiques qui les soutiennent. » (OCDE, 2023 : 86) Entre autres, il s'agit de paiements directs ou remises qui prennent au Québec la forme de soutien financier agroenvironnemental, d'assurances-stabilisation ou d'indemnisations en cas de mauvaises récoltes, etc.

Le présent rapport vise à analyser l'évolution du soutien agricole au Québec en s'appuyant sur le proxi-ESP. Inspiré de l'ESP (Estimation du soutien au producteur) développé par l'OCDE aux fins d'une comparaison entre les pays membres de l'organisation, le proxi-ESP est calculé à partir d'une comparaison entre les données de l'OCDE et celles de Statistique Canada qui concernent le Québec². Cette analyse permet de comparer le soutien offert aux producteurs québécois avec celui d'autres régions, notamment le Canada, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays développés.

Soulignons d'emblée que les tendances observées depuis 2012 montrent une baisse significative du soutien agricole au Québec, bien plus marquée que dans plusieurs autres juridictions comparables. Alors que la gestion de l'offre continue de jouer un rôle clé dans la structure du soutien québécois, la proportion des transferts budgétaires est particulièrement plus faible que dans d'autres régions, limitant ainsi potentiellement la flexibilité des producteurs face aux fluctuations du marché.

² Voir l'annexe A pour les notes méthodologiques concernant le proxi-ESP et l'ESP en général.

Le rapport se divise en deux sections :

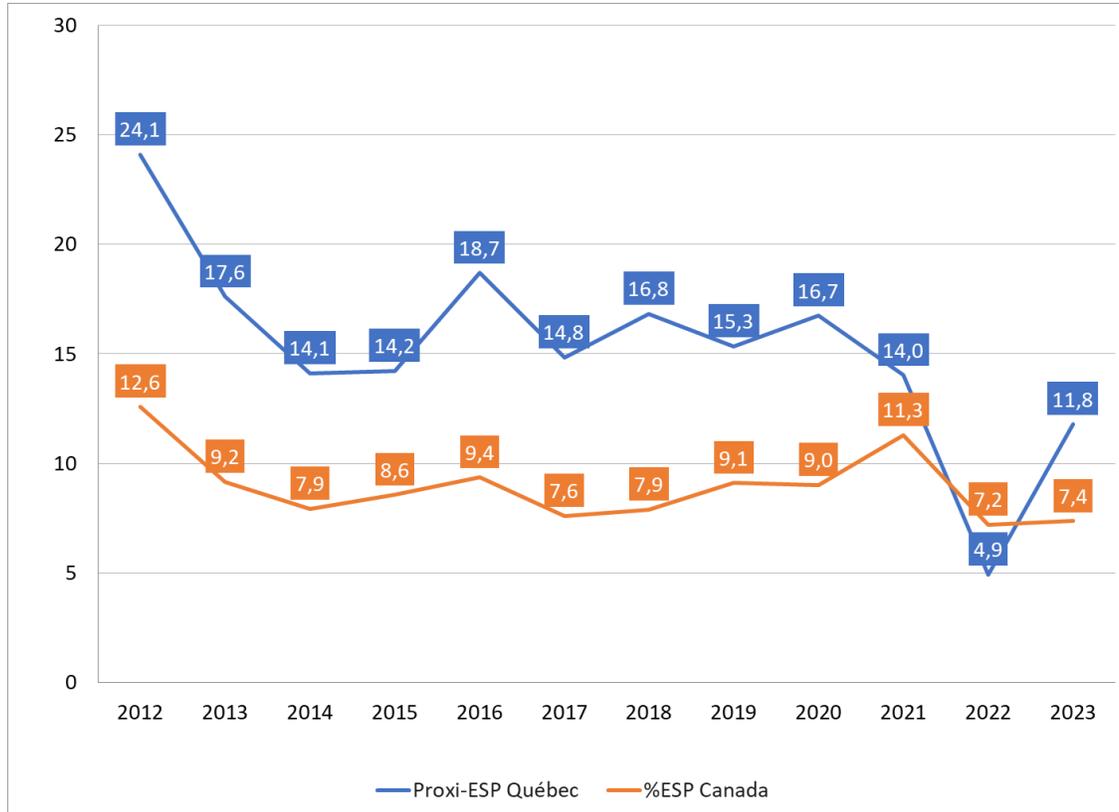
- Une analyse des indicateurs de soutien agricole, incluant l'évolution du proxi-ESP et du %ESP au Québec et au Canada
- Une comparaison entre le Québec et d'autres régions afin d'évaluer son positionnement relatif en matière de soutien aux producteurs.

Par ces analyses, le présent rapport offre une perspective éclairée sur le niveau de soutien que reçoivent les producteurs agricoles québécois par rapport à ceux d'autres régions : des pays dont les agricultures partagent certaines caractéristiques avec la situation québécoise ou encore visent les mêmes marchés.

Section 1. Le soutien agricole au Québec et au Canada

Évolution du proxi-ESP au Québec et du %ESP au Canada

Graphique 1. Évolution du proxi-ESP du Québec et du %ESP du Canada, 2012-2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

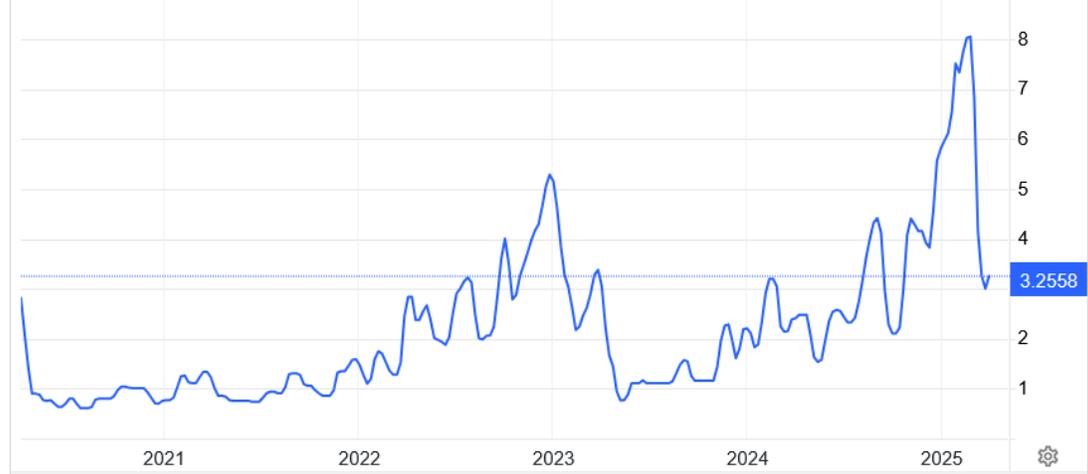
Le graphique ci-dessus illustre l'évolution, depuis 2012, du soutien aux producteurs au Québec et au Canada en proportion des recettes agricoles (%ESP). Celui-ci suit une tendance à la baisse pour tous les producteurs canadiens, tendance qui est par contre plus marquée au Québec. En 2012, le soutien aux producteurs québécois représentait près du quart de leurs recettes agricoles. Cette proportion a diminué de plus de moitié et atteint désormais 11,8 %. La diminution est telle que la valeur du soutien total aux producteurs est moindre en dollars courants en 2023 (1,5 milliard) qu'elle ne l'était en 2012 (2 milliards), malgré l'augmentation des recettes agricoles sur cette période. De leur côté, les producteurs canadiens (incluant le Québec), ont vu ces mesures de soutien passer de 12,6 % des recettes monétaires totales à 7,4 %, tandis que le soutien avait connu une hausse entre les 2014 et 2021, avant de descendre dans les deux dernières années.

De 2021 à 2022, les estimations de soutien au Québec sont, en valeur, passées de 1,533 milliard à 604 millions. En 2023, ce soutien est revenu à un niveau plus similaire à ce qu'il était en 2021, se situant alors à 11,8 % des recettes agricoles totales.

Chute du soutien en 2022

La baisse importante des revenus issus des mesures de soutien aux producteurs du Québec en 2022 est en partie due à une variation dans les prix de référence de l'OCDE pour le Canada dans la volaille et les œufs. Cette valeur est basée sur les prix américains auxquels les coûts de transport vers le Canada sont additionnés. Comme une part importante de l'ESP au Québec est composée des mesures de soutien des prix (en raison de la gestion de l'offre), la hausse du prix des œufs aux États-Unis en 2022 a réduit l'écart entre les prix américains pour la volaille et les œufs et les prix canadiens, ce qui a statistiquement fait chuter les estimations de soutien aux producteurs.

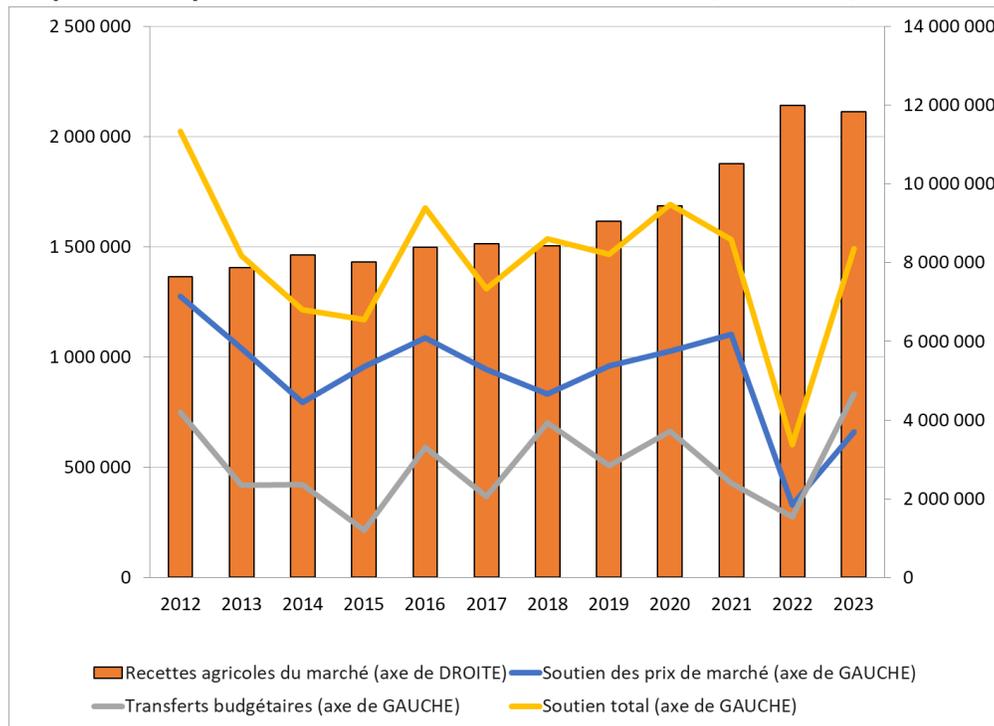
Prix (en dollars des États-Unis) d'une douzaine d'œufs aux États-Unis, de 2020 à 2025



Source : Trading economics (<https://tradingeconomics.com/commodity/eggs-us>)

2– Évolution des composantes du soutien agricole au Québec et au Canada

Graphique 2. Composition du proxi-ESP du Québec et recettes du marché, en milliers, 2012-2023



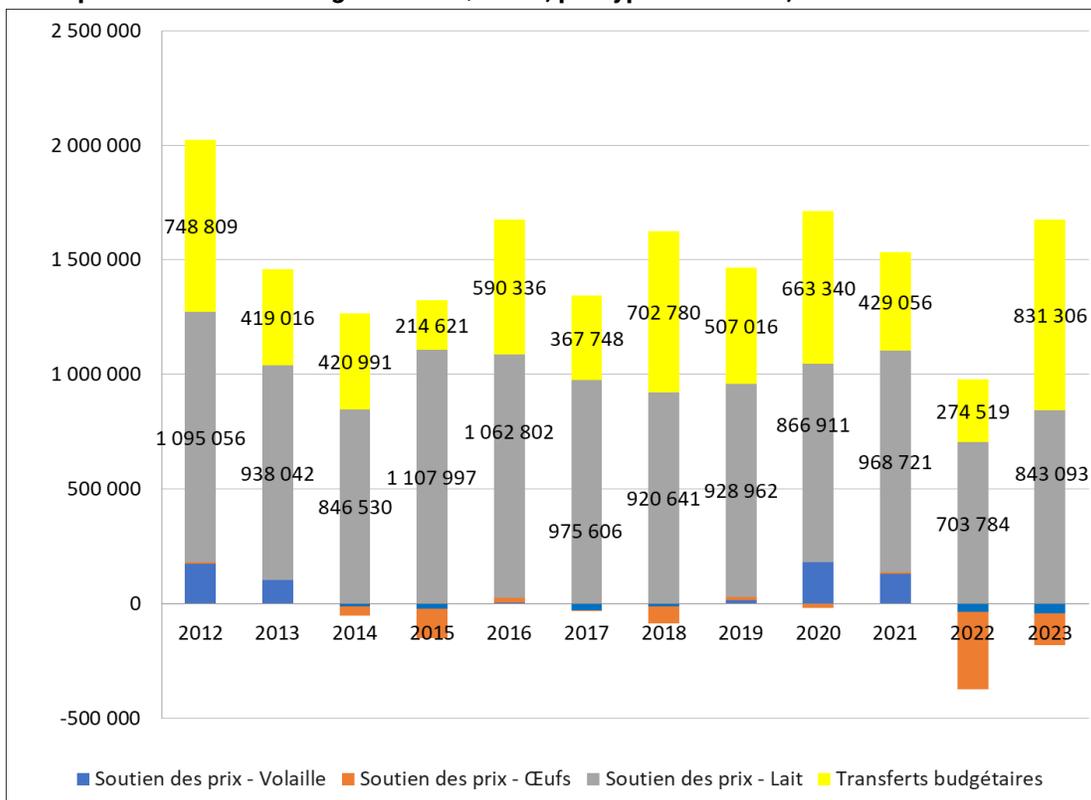
Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

Le graphique ci-haut présente les différentes composantes du proxi-ESP Québec et du proxi-ESP Québec. Plusieurs constats s'en dégagent :

- Les recettes agricoles du marché (qui comprennent les recettes en provenance des cultures et des élevages), après avoir crû de manière accélérée à partir de 2019, se sont contractées en 2023. Cette contraction est due à une diminution des recettes en provenance des cultures.
- En atteignant 1,5 milliard en 2023, le soutien total aux producteurs, après avoir chuté en 2021 et, particulièrement, en 2022, est revenu au niveau de 2019.
- Cette diminution du soutien total aux producteurs fut surtout causée par une chute de la valeur du soutien des prix.
- En raison de la forte présence des productions sous gestion de l'offre au Québec, historiquement, le poids des mesures de soutien des prix a été prépondérant dans le total des mesures de soutien aux producteurs, du moins jusqu'en 2022.
- En 2023, les transferts budgétaires ont retrouvé le niveau de 2021 tandis que la valeur du soutien du marché n'est, en 2023, que de 60 % de ce qu'elle était deux ans auparavant (1,1 milliard contre 661 millions en 2023)³.

³ Voir la note précédente pour une explication de la chute de la valeur du soutien des prix.

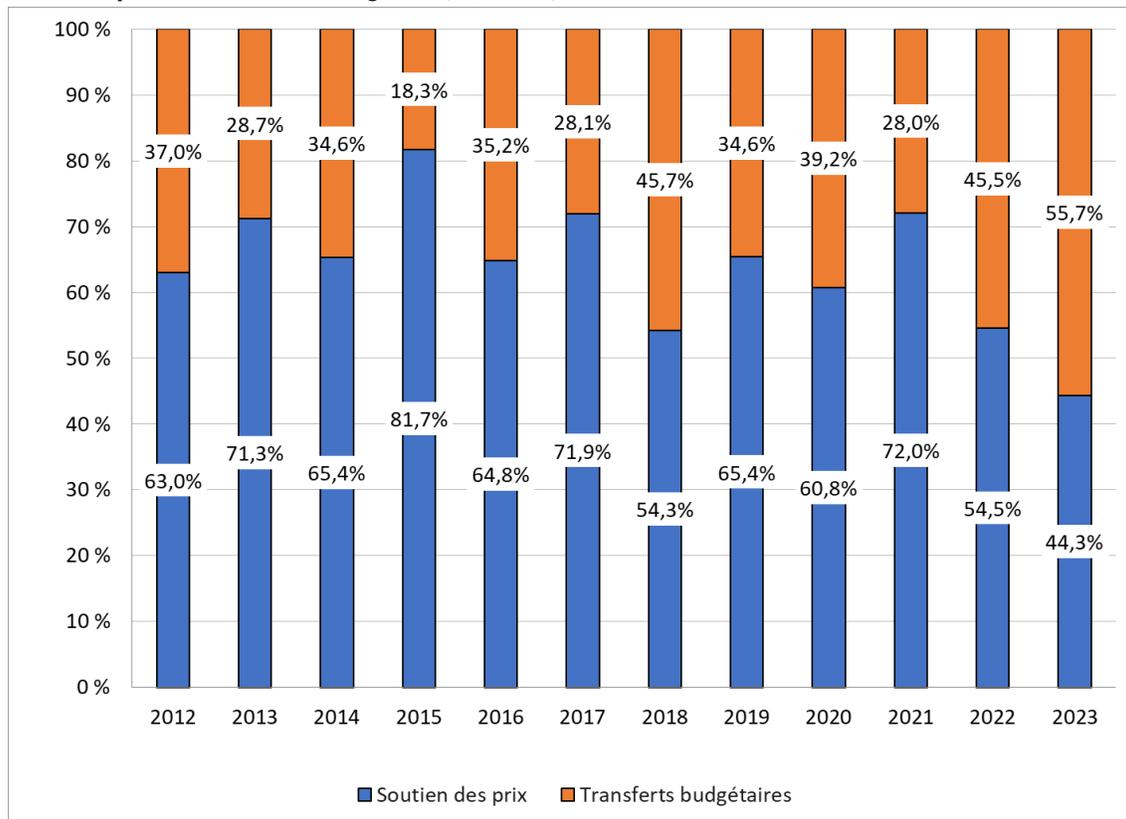
Graphique 3. Répartition du soutien agricole au Québec, par type de soutien, 2012-2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

La graphique 3 offre un portrait plus détaillé de la composition des mesures de soutien au Québec, tel que représenté par le proxi-ESP Québec. À la lumière de ce graphique, on peut constater qu'à lui seul le soutien des prix du lait occupe une part importante de la valeur totale du soutien aux producteurs du Québec. Ce soutien aux producteurs laitiers, qui reflète aussi le poids du secteur laitier dans l'économie agroalimentaire québécoise, dépasse en valeur l'ensemble des autres formes de soutien agricole. Depuis 2012, il s'agit d'une réalité qui reste inchangée.

Graphique 4. Composition du soutien agricole, Québec, 2012-2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

Le graphique ci-haut synthétise la figure précédente en décomposant les mesures de soutien en seulement deux groupes : les transferts budgétaires et les soutiens des prix. On est en mesure d'observer que les transferts budgétaires n'ont compté que pour environ le tiers du soutien depuis 2012, et ce, jusqu'en 2022. Pour 2023 ces transferts budgétaires ont constitué la plus grande part du soutien total aux producteurs, une fois considérées les valeurs négatives dans les œufs et la volaille.

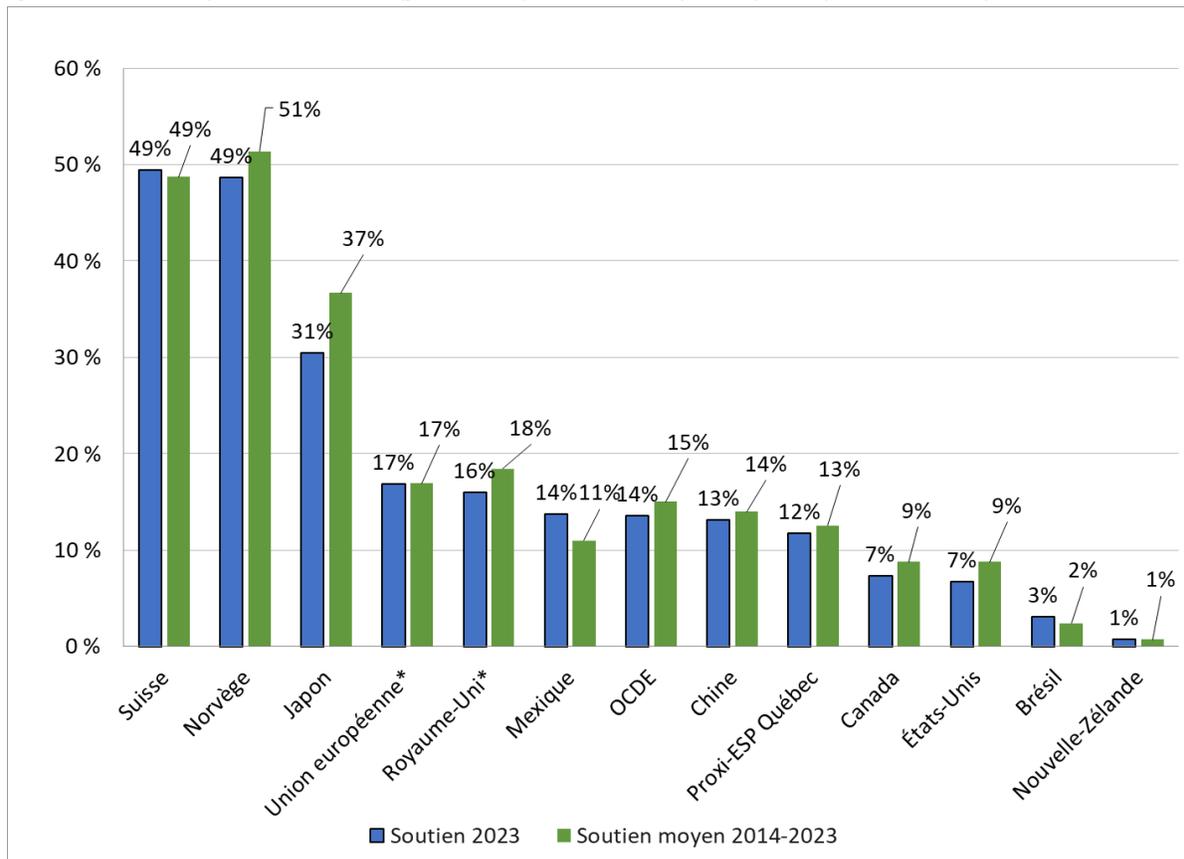
Section 2. Comparaison du soutien agricole au Québec et dans d'autres régions

Cette section propose une comparaison internationale des mesures de soutien agricole. Le soutien aux producteurs québécois et canadiens est comparé à celui d'autres pays sélectionnés selon trois critères : relations commerciales, conditions pédoclimatiques similaires et marchés visés.

Dans le commerce international, les produits bioalimentaires québécois sont principalement échangés avec les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, le Japon, le Brésil et le Mexique. Ces pays exportent également des produits agroalimentaires sur des marchés que le Québec cherche à atteindre, notamment dans des secteurs comme le porc et le soya.

Par ailleurs, le Royaume-Uni, grand exportateur de viande porcine, et la Nouvelle-Zélande, acteur majeur des filières laitière et ovine à l'échelle mondiale, ont été intégrés à l'analyse. La Norvège et la Suisse, dont les agricultures évoluent dans des conditions pédoclimatiques comparables à celles du Québec, ont également été retenues. Enfin, la moyenne des aides agricoles des pays membres de l'OCDE est également présentée pour offrir un point de comparaison global.

Graphique 5. Soutien agricole, Québec (proxi-ESP) et autres régions (%ESP), 2023 et moyenne 2017-2023



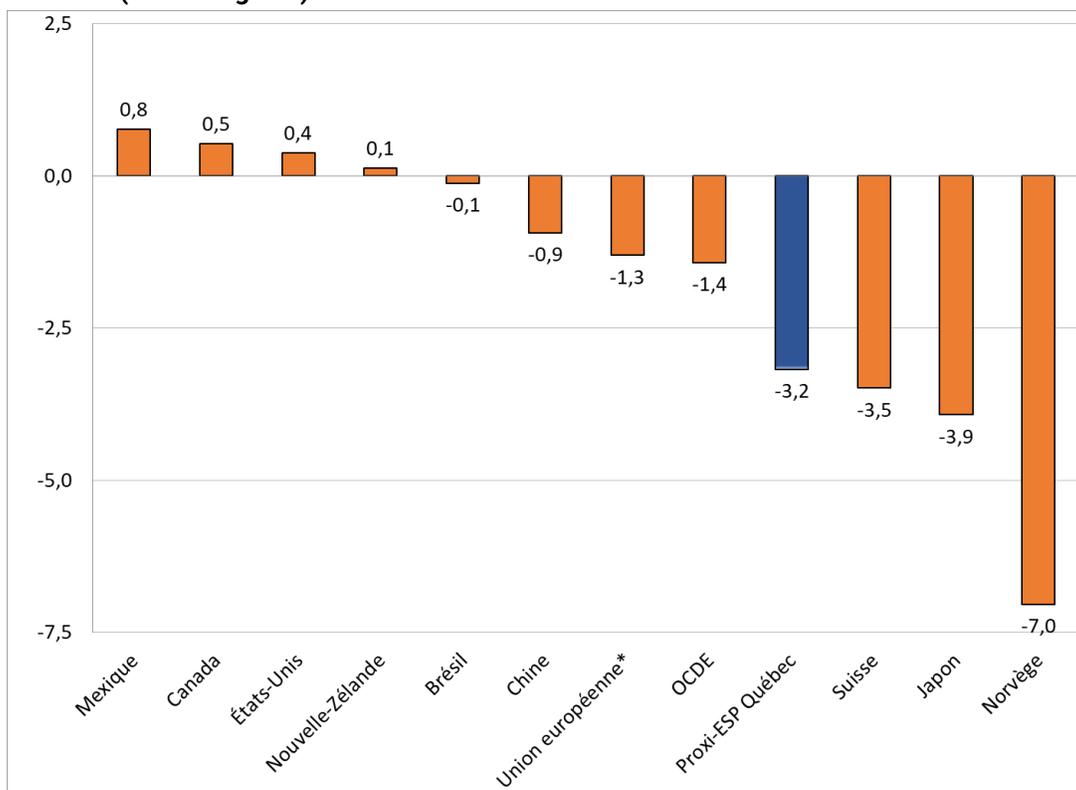
Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

La figure ci-dessus montre la part du soutien agricole dans les revenus totaux des agriculteurs, selon le %ESP et le proxi-ESP pour le Québec. L'agriculture étant soumise aux aléas des prix et du climat, les pays adoptent généralement différentes formules qui peuvent faire varier de manière importante l'aide au cours d'une année. La moyenne présentée, de 2014 à 2023, permet de lisser ces oscillations annuelles. Les territoires sont classés en fonction de l'année 2023.

Avec une moyenne de 13 % entre 2014 et 2023, le proxi-ESP Québec révèle un soutien offert aux producteurs québécois légèrement inférieur à ce qu'on retrouve parmi l'ensemble des pays de l'OCDE (15 %). Certains pays membres de l'OCDE offrent à leurs agriculteurs un soutien considérable par comparaison aux revenus totaux. C'est le cas de la Suisse, de la Norvège et du Japon dont les %ESP sont de 49 %, 51 % et 37 % respectivement pour la période 2014-2023. Ces pays se situent dans des zones climatiques froides, où les terres, souvent marginales, sont moins propices à des cultures céréalières à grandes échelles, contrairement aux régions bénéficiant de climats tempérés. Ces conditions sont aussi présentes en Nouvelle-Zélande, qui est un pays régulièrement cité pour la parcimonie des aides gouvernementales publiques depuis les années 1980. Il importe aussi de mentionner que les éleveurs de la Nouvelle-Zélande ont pu tabler sur les « Crown Pastoral Lease », des baux sur des terres publiques d'une superficie de plus d'un million d'hectares qui ont réduit les coûts d'emprunt pour l'achat de terres. Les agricultures des États-Unis et du Brésil se retrouvent aussi parmi celles qui profitent le moins des aides gouvernementales, mais qui jouissent de conditions pédoclimatiques beaucoup plus favorables à une riche variété de cultures et d'élevages, ou du moins parmi les plus prisés sur les marchés internationaux.

Évolution du soutien agricole au Québec et dans d'autres régions

Graphique 6. Comparaison internationale, écart entre les moyennes 2014-2018 et 2019-2023, pour le Proxi-ESP (Québec et le %ESP (autres régions))

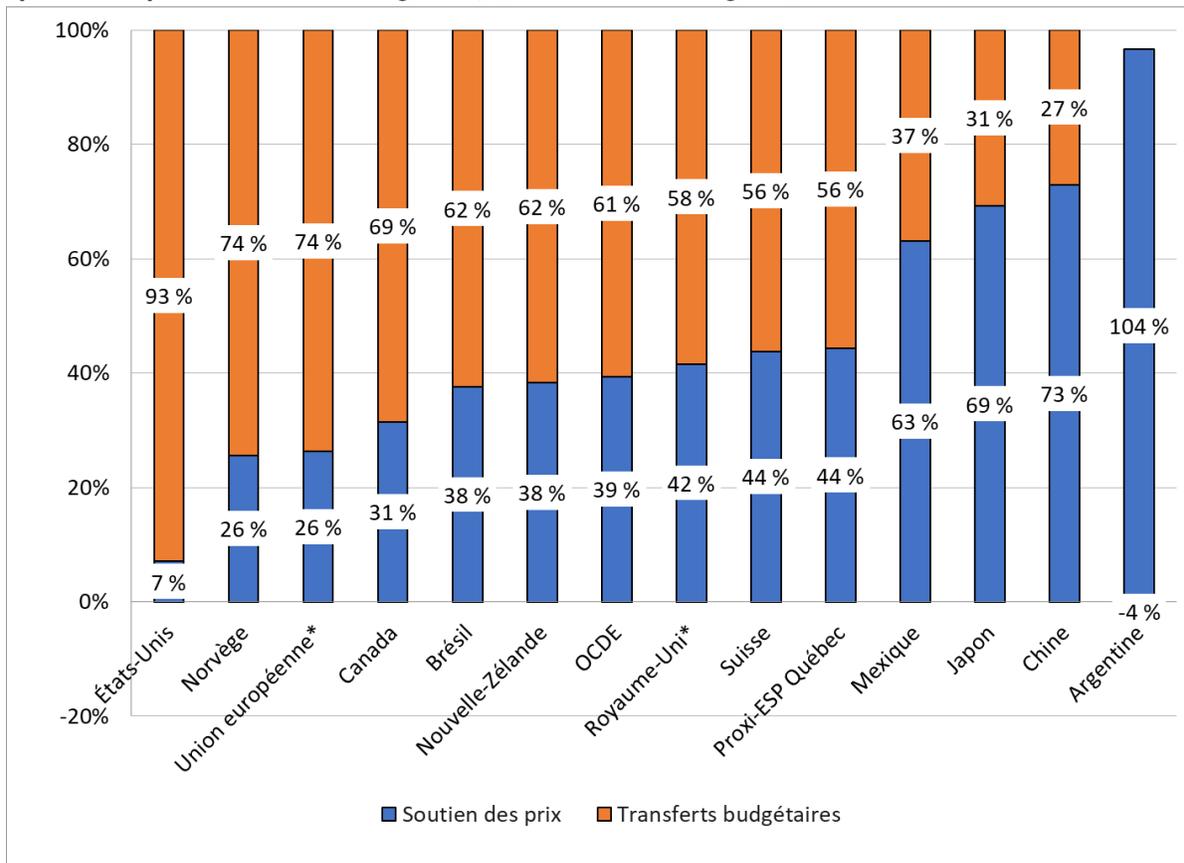


Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

Le graphique ci-haut offre un aperçu de l'évolution des aides gouvernementales dont bénéficient les agriculteurs de certaines régions et pays membres de l'OCDE. On y présente l'écart dans les soutiens (par rapport aux revenus totaux) entre deux périodes, soit entre les périodes 2014-2018 et 2019-2023. Le Québec figure parmi les États ayant connu la plus forte diminution du soutien aux agriculteurs entre les deux périodes analysées. Cette réduction dépasse même plus du double de celle observée en moyenne parmi les pays membres de l'OCDE. Dans les trois dernières études commandées par l'UPA sur l'évolution du soutien à l'agriculture, le Québec affiche l'un des reculs les plus marqués, tant en comparaison avec les autres pays évalués qu'avec la moyenne des pays de l'OCDE.

Importance des diverses formes de soutien agricole

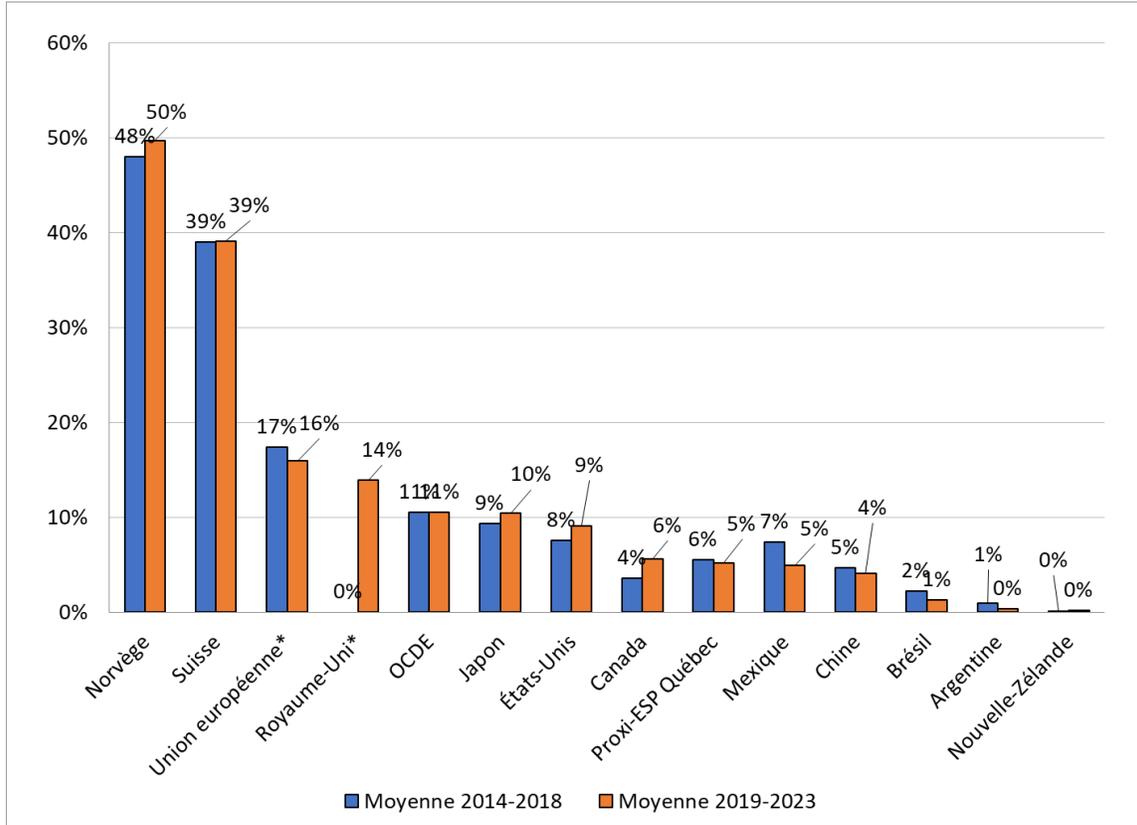
Graphique 7. Composition du soutien agricole, Québec et autres régions, 2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

Au Québec, l'importante présence des productions sous gestion de l'offre fait en sorte qu'une part non négligeable du soutien agricole dont jouissent les producteurs ne provient pas de transferts budgétaires, mais bien de mesures de soutien des prix. La diminution de l'estimation de la valeur de ce soutien dans les secteurs de la volaille et des œufs fait en sorte que, contrairement aux autres années, le Québec voit ce type de soutien constituer moins de la moitié du total des aides publiques en matière de revenu agricole. Néanmoins, par comparaison à la moyenne des pays de l'OCDE (39 %), ce mode de soutien est davantage prédominant au Québec qu'ailleurs (44 %). Plutôt que de miser sur des transferts budgétaires, le Mexique (63 %), le Japon (69 %), la Chine (73 %) et l'Argentine (statistiquement plus de 100 %), ont quant à eux adopté à travers les années des modes d'aide publique aux producteurs agricoles davantage axés sur le soutien des prix du marché.

Graphique 8. Importance des transferts budgétaires par rapport aux recettes monétaires du marché, Québec et autres régions, moyennes 2014-2018 et 2019-2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

Les producteurs agricoles québécois bénéficient, via la gestion de l'offre, de mesures d'aide sous la forme de soutien des prix. L'autre forme de soutien concerne les transferts budgétaires, qui composent la majorité de l'aide gouvernementale dont jouissent les entreprises agricoles. Le graphique ci-haut compare les transferts budgétaires avec les recettes monétaires du marché. À cet égard, le Québec offre à ses agriculteurs des transferts budgétaires qui se retrouvent à moins de la moitié de ce que touchent les producteurs des membres de l'OCDE (5 % et 11 % respectivement pour la période 2019-2023). Les transferts budgétaires au Québec comptent aussi pour moins du tiers de l'appui que reçoivent les pays de l'Union européenne une fois qu'on rapporte cette forme de soutien aux recettes monétaires du marché. La Suisse, dont le soutien des prix compose, à l'instar du Québec, 44 % du soutien total aux producteurs, offre à ses agriculteurs des transferts budgétaires équivalent à près de 40 % des recettes monétaires du marché, contrairement à 5 % pour les agriculteurs québécois. Ces derniers reçoivent néanmoins des transferts budgétaires dans une proportion davantage similaire aux producteurs nord-américains se trouvant au sein de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

Conclusion

Le soutien agricole présente des tendances baissières pour les producteurs agricoles du Québec. La diminution continue du proxi-ESP, passant de près de 24,1 % en 2012 à seulement 11,8 % en 2023, traduit un affaiblissement du soutien aux producteurs québécois, dans un contexte où d'autres régions, comme le Mexique et les États-Unis, ont haussé leur soutien à leur secteur agricole en transferts budgétaires.

La structure du soutien au Québec repose largement sur le soutien des prix, qui est directement lié à la gestion de l'offre. Toutefois, alors que d'autres pays augmentent la part de leurs transferts budgétaires pour mieux accompagner les producteurs face aux aléas climatiques et économiques, le Québec adopte une approche plus restrictive. En conséquence, les producteurs québécois reçoivent moins de soutien budgétaire proportionnellement à leurs revenus que leurs homologues européens ou américains.

Cette dynamique soulève plusieurs enjeux à long terme :

- La compétitivité des entreprises agricoles québécoises pourrait être fragilisée si les niveaux de soutien continuent de baisser.
- L'impact des chocs économiques, comme la volatilité des prix des cultures, l'augmentation des coûts d'emprunt au moment où les risques associés aux tensions géopolitiques pourraient être amplifiés par l'absence de mécanismes d'ajustement budgétaire plus costauds en matière de paiement de transfert.

En conclusion, tandis que les formules de soutien aux producteurs québécois demeurent un élément clé du revenu total, les choix en matière de politique agricole auront un impact décisif sur la viabilité et la résilience des producteurs québécois dans les années à venir dans un contexte économique et géopolitique incertain tandis qu'on observe un déclin marqué de certaines productions dans des milieux ruraux pour lesquels le secteur agricole joue un rôle économique parfois essentiel.

Bibliographie

Coop Carbone (2021). Évaluation et comparaison du soutien agricole au Québec en 2019. Préparé pour l'UPA.

Coop Carbone (2019). Évaluation et comparaison du soutien agricole au Québec. Préparé pour l'UPA.

Debailleul, Guy, Suzanne Dion et Michel Saint-Pierre (2024). Notre agriculture à la dérive, Montréal, Leméac éditeur.

ÉcoRessources (2012). Proxi-ESP pour le Québec et comparaison avec l'ESP dans d'autres juridictions. Préparé pour l'UPA.

ÉcoRessources (2014). Le soutien agricole au Québec : mise à jour du proxi-ESP pour le Québec et comparaison avec l'ESP dans d'autres régions. Préparé pour l'UPA.

ÉcoRessources (2016). Évaluation et comparaison du soutien agricole au Québec : mise à jour 2016. Préparé pour l'UPA.

OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] (2023). Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2023 (version abrégée) : adapter l'agriculture aux changements climatiques. OCDE [En ligne] https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/publications/reports/2023/10/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2023_7cc05c6a/9dae6a9d-fr.pdf.

OCDE (2016). OECD's Producer Support Estimate and Related Indicators of Agricultural Support: Concepts, Calculations, Interpretation and Use (The PSE Manual). OECD, 190 p.

Sanscartier, Renaud, (2023). Le soutien des producteurs agricoles au Québec en 2021. Évaluation et comparaison avec d'autres régions

Statistique Canada (2025a). Tableau 32-10-0045-01 Recettes monétaires agricoles, annuel (x 1 000) [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210004501>

Statistique Canada (2025 b). Tableau 32-10-0106-01 Paiements directs versés aux producteurs agricoles (x1 000) [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210010601>

Statistique Canada (2025 c). Tableau 32-10-0117-01 Production, écoulement et valeur à la ferme de viande de volaille (x 1 000) [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210011701>

Statistique Canada (2025 d). Tableau 32-10-0113-01 Production et utilisation de lait [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210011301>

Statistique Canada (2025e). Tableau 32-10-0121-01 Production et écoulement d'œufs, mensuel [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210012101>

Annexe A

Calcul de l'ESP et du %ESP

Le présent rapport reprend une méthodologie développée à travers par l'OCDE et adaptée pour le Québec à travers les années par plusieurs acteurs, dont l'UPA et Coop Carbone. La dernière itération de ce travail avait été effectuée, en 2022, par Renaud Sansfaçon, qui nous a offert son aide et ses notes méthodologiques, qui sont ici reproduites avec quelques modifications mineures.

L'ESP est calculée par l'OCDE en faisant la somme de trois types de transferts :

Où :

$$ESP = SPM + TB + MG$$

SPM : Soutien des prix de marché

TB : Transferts budgétaires

MG : Manques à gagner pour l'État (remises)

L'ESP peut être présentée sous deux formes différentes, en valeur ou en pourcentage :

- L'ESP en valeur représente la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables vers les producteurs, et correspond au résultat de l'équation présentée ci-haut.
- L'ESP en pourcentage (%ESP) correspond à l'ESP en valeur exprimée en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes du pays. Par recettes agricoles brutes, on entend la valeur de la production agricole (c'est-à-dire les recettes monétaires du marché) additionnée du montant du soutien. Le soutien des prix de marché est déduit des recettes agricoles brutes pour éviter les doubles comptabilisations, car il est déjà inclus à la fois dans l'ESP et dans la valeur de la production par l'intermédiaire des prix. Le %ESP est ainsi obtenu en appliquant la formule suivante :

$$\%ESP = ESP / (VP + ESP - SPM) * 100$$

Où : VP = Valeur de la production

Plus le %ESP est grand, plus la part du soutien fourni individuellement aux producteurs dans le total des recettes agricoles brutes est importante. Lorsque les producteurs ne bénéficient d'aucun transfert de la part des consommateurs ou des contribuables à titre individuel, le %ESP est alors égal à zéro (même si les producteurs sont soutenus par des mesures qui s'adressent au secteur, tel que le financement de la recherche).

L'OCDE (2016 et 2023) présente tous les détails concernant les hypothèses, la méthodologie et les sources de données utilisées.

Calcul du proxi-ESP

À l'image du %ESP, le proxi-ESP est calculé à partir de trois composantes :

- les transferts budgétaires (TB), mesurés par les paiements nets octroyés aux agriculteurs québécois, à savoir les paiements bruts desquels les cotisations des producteurs ont été déduites ;
- le soutien des prix (SPM) procuré par le système de gestion de l'offre canadien aux producteurs de lait, de volailles et d'œufs ;
- la valeur de la production agricole du Québec.

Les transferts budgétaires additionnés au soutien des prix constituent une estimation du soutien total aux producteurs (comparable à l'ESP). Le proxi-ESP est ensuite calculé à partir de la formule suivante :

$$\text{Proxi-ESP} = \text{STP} / (\text{VP} + \text{STP} - \text{SPM}) * 100$$

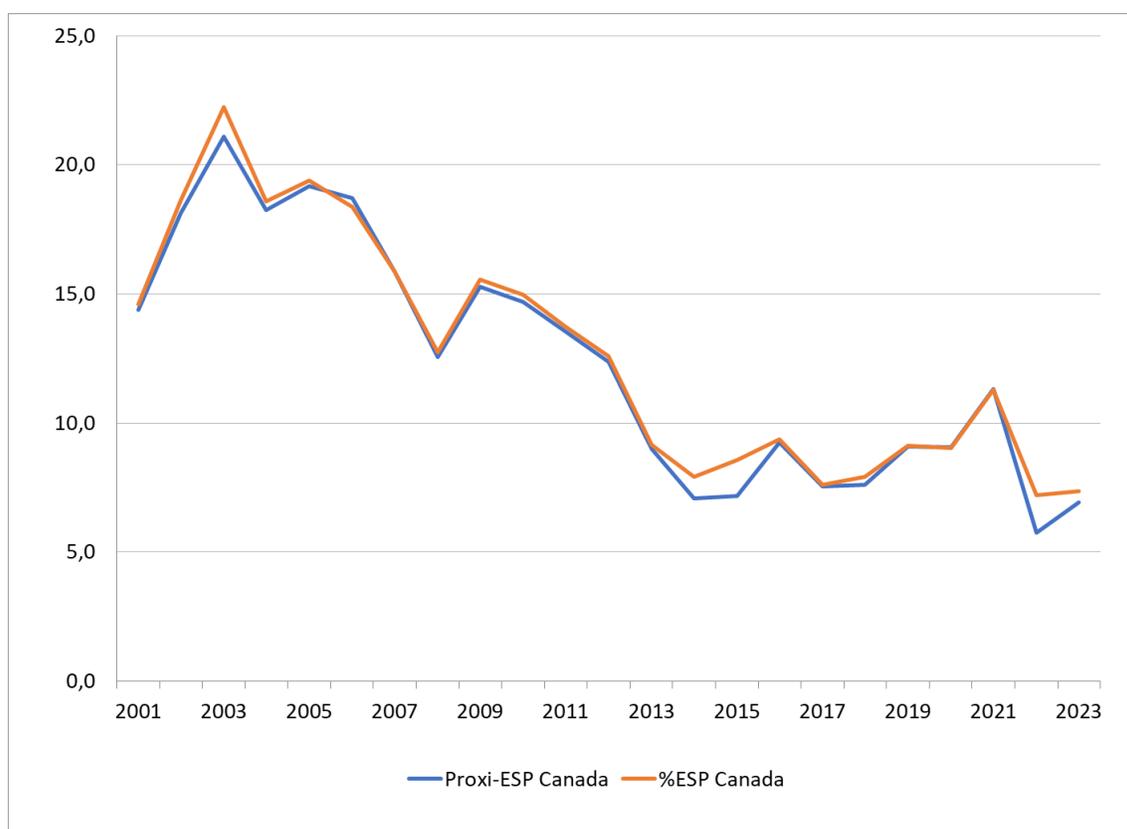
Où : STP = Soutien total aux producteurs, soit le total des transferts budgétaires et du soutien des prix du marché

Pour le calcul du Prox-ESP, l'ensemble des données provient de Statistique Canada (2023a ; 2023 b ; 2023 c ; 2023 d ; 2023e). Les transferts budgétaires québécois sont ajustés en tenant compte de la différence entre les transferts recensés par l'OCDE dans son calcul de l'ESP du Canada et les paiements nets comptabilisés par Statistique Canada. Ceci permet de compenser l'absence de certains programmes dans les données de Statistique Canada et pour certains manques à gagner qui ne sont pas calculés dans la méthodologie du proxi-ESP, tels que le

remboursement de la taxe sur les carburants⁴. Par ailleurs, le soutien offert aux producteurs agricoles du Québec à travers le Programme de crédit de taxes foncières agricoles n'est pas inclus dans le calcul du proxi-ESP, et ce, afin d'améliorer la comparabilité de celui-ci avec le %ESP calculé par l'OCDE.

On évalue la comparabilité du proxi-ESP en appliquant sa méthodologie au Canada et en comparant le résultat au %ESP calculé par l'OCDE. La Figure Annexe 1 montre que les écarts entre le proxi-ESP et le %ESP sont faibles et que ces deux indicateurs suivent une tendance similaire.

Graphique Annexe 1. Comparaison du proxi-ESP et du %ESP pour le Canada, 2001-2023



Sources : nos calculs, à partir de données de l'OCDE et Statistique Canada

⁴ Les paiements nets comptabilisés par Statistique Canada (2023 b) incluent seulement les paiements directs qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux producteurs agricoles. Les paiements indirects, les transferts et les subventions en capital (dont font partie les investissements) sont exclus parce qu'ils ne sont pas reliés à la production courante et n'entrent pas dans le calcul des recettes monétaires agricoles (Statistique Canada, 2023).